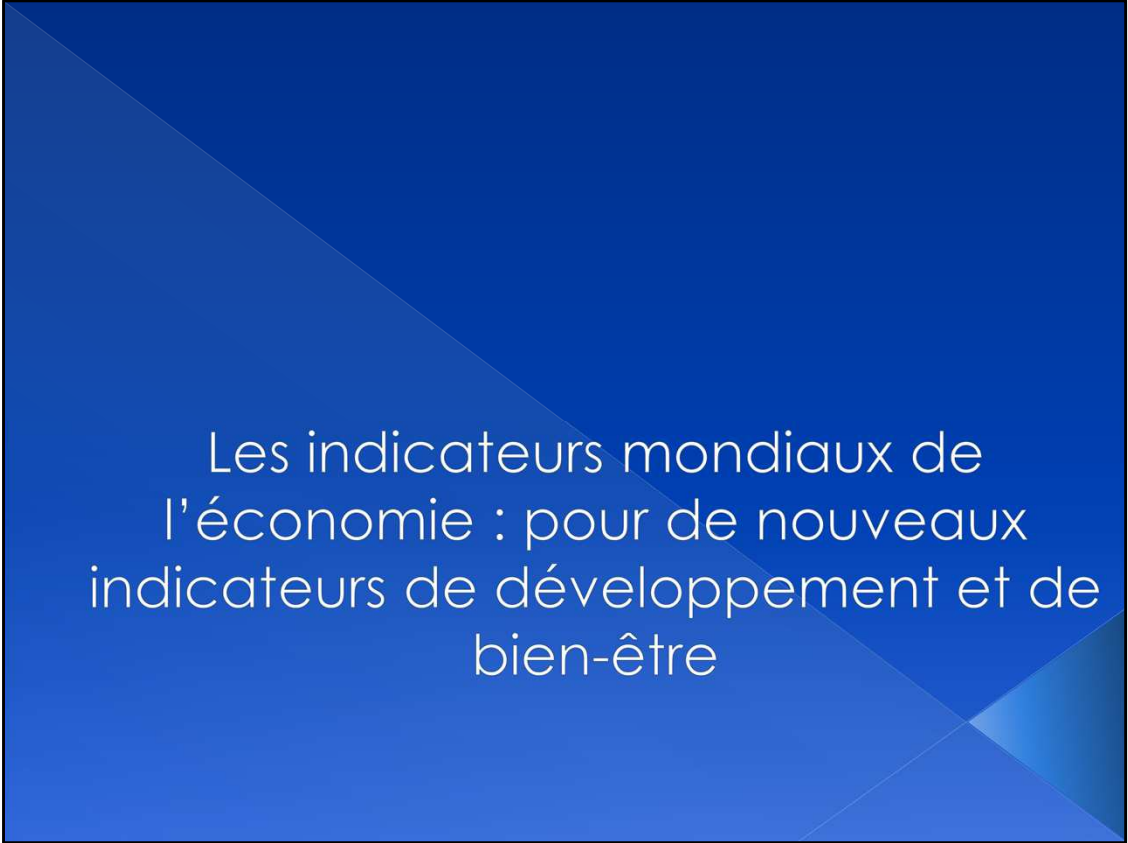




Les indicateurs mondiaux de l'économie : pour de nouveaux indicateurs de développement et de bien-être

Les réalités de l'économie mondiale sont multiples ; pourtant, les indicateurs qui permettent de dessiner la géographie mondiale de la richesse et de la pauvreté ne donnent qu'une vision restreinte des systèmes économiques. D'autres critères permettent néanmoins d'affiner la vision des disparités propres à chaque pays, c'est ce que nous vous proposons d'analyser.

Un indicateur est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique, ceci de façon aussi objective que possible. Les indicateurs sont construits par l'agrégation d'indices qui figurent dans un document appelé « tableau de bord ». La construction des indicateurs découle d'un choix de conventions qui traduisent certaines priorités et valeurs.

Au-delà du PIB et du PNB, il existe d'autres indicateurs qui prennent en compte d'autres facteurs ignorés par ces deux indicateurs afin de mesurer le bien-être des habitants d'un pays ; en incluant par exemple des indicateurs de santé, d'espérance de vie, de taux d'alphabétisation. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a ainsi créé l'indice de développement humain (IDH) dans les années 1990. Mais il y en a d'autres...

Classification des indicateurs (I)

- Indicateurs de production : PIB, PNB
- Indicateurs de revenus et de richesse : RNB, PNB
- Indicateurs financiers
- Critiques

Le Produit intérieur brut (PIB), dont on surveille le taux de croissance et le Produit national brut qui permet de comparer les puissances économiques des différentes nations.

Sont aussi souvent utilisés le taux d'inflation et des indices du niveau des revenus, de celui de la richesse, ou encore le salaire minimum, le salaire moyen et l'indice de Gini, lesquels fournissent divers aperçus de la répartition et de l'inégalité des revenus. De nombreux indicateurs financiers sont enfin d'usage de plus en plus courant avec l'essor de la mondialisation financière.

La mesure de la production d'un pays se fait par le PNB et le PIB. Le PIB est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays au cours d'une année par les résidents à l'intérieur du territoire. Le PNB vise à évaluer la valeur des productions nationales réalisées aussi bien sur le territoire d'un pays qu'à l'étranger. Il retranche du PIB les productions et services réalisés sur le territoire par les non-résidents (donnant lieu au versement de revenus hors du pays) et lui ajoute la valeur des produits et services effectués à l'étranger par des résidents (entreprises ou personnes qui ont donc reçu des paiements de revenus à l'étranger). En dehors de ces ajustements comptables, le PNB présente les mêmes défauts et qualités.

Avec la multiplication des expositions des firmes et des nations aux risques de change et aux risques financiers se développent des besoins d'indicateurs financiers comme les indices boursiers, de « risque client » ou de « risque pays émergent », associés à chaque type de transactions.

Classification des indicateurs (II)

◉ Indicateurs de développement

- > Le PIB
- > Le PNB
- > L'indice de développement humain
- > Autres indicateurs :
 - ISDH = indicateur sexué de développement humain
 - IPF = indice de participation des femmes
 - IPH = indice de pauvreté humaine

Depuis la fin des '80 le PNB a été remis en cause pour représenter les dimensions du niveau de vie.

Le PIB est un indicateur très superficiel car :

- global, qui ne tient pas compte de la répartition de la richesse créée
- à court terme, qui ne tient pas compte de l'impact de la production/déplétion du capital naturel.
- il suppose que le prix donne une mesure de la richesse, sa réponse aux besoins ; or les sondages montrent qu'on préfère consacrer plus de ressources au sport, à la culture ou aux transports, qu'au budget militaire ; de plus une part importante du PIB résulte d'achats provoqués par la publicité.

Le PNB mesure la richesse d'un pays. Il fournit une agrégation comptable des valeurs des différents biens et services marchands produits, quelles que soient leurs utilités. Il ne prend pas en compte les externalités négatives (les dégâts causés à l'environnement, les prélèvements sur le patrimoine, etc.). Il ne mesure pas non plus l'impact de toutes les activités non monétarisées et réalisées hors du champ économique (travaux domestiques, éducation des enfants, activités artistiques, soit le travail social souvent réalisé par les femmes, lesquelles augmentent le bien-être général).

L'IDH est le premier des indices créés par le PNUD. Utilisé depuis les années 1990, l'IDH combine trois facteurs permettant d'apprécier les « capacités » des résidents (*capabilities* d'Amartya Sen) : l'espérance de vie à la naissance, l'accès à l'éducation, mesuré à partir de la durée moyenne de scolarisation des adultes (en années) et de la durée attendue de scolarisation des enfants en âge scolaire (en années), et le niveau de vie réel par habitant calculé à partir du logarithme du revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA).

Comme autres indicateurs, l'ISDH corrige l'IDH en tenant compte de l'activité des femmes ; l'IPF complète le précédent ; l'IPH signale les manques, privations ou exclusions fondamentales d'une partie de la population en tenant compte de quatre facteurs : longévité, éducation, emploi et niveau de vie.

Classification des indicateurs (III)

◉ Indicateurs économiques synthétiques

- Indice de santé sociale
- BIP 40
- Indicateurs de sécurité économique
 - Indicateur de bien-être économique de Osberg et Sharpe
 - Indicateur de sécurité de standing à l'OIT
 - Indicateur de sécurité de Menahem

Au début des années 2000, faisant suite au PNUD, de nombreuses institutions se sont mises à discuter des limites du PNB pour tenter de les dépasser.

L'ISS est l'indice social synthétique complétant le PIB pour évaluer le progrès économique et social. C'est un résumé des grands problèmes sociaux présents aux États-Unis dans les années 1990. Il se traduit dans 16 indicateurs sociaux dont il fait une sorte de moyenne. Sont ainsi regroupés des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté et d'inégalités, d'accidents et de risques divers. L'ISS a acquis une grande réputation internationale en 1996 : parution d'un article dans la revue *Challenge* montrant le décrochage des courbes de progression du PNB et de l'ISS aux USA (politique de Reagan).

Le BIP 40 est un indicateur de l'évolution des inégalités en France dont le nom est une référence à la fois au PIB (inversé) et au CAC 40. Cet indicateur a été mis au point et présenté à la presse en 2002 par réaction au fait que la santé économique et la santé boursière ont droit à des indices fortement médiatisés, alors que ce n'est pas le cas pour la « santé sociale ».

L'IBEE prend en compte quatre composantes caractérisant le bien-être des populations dans la construction d'un indicateur du bien-être économique : les flux effectifs de consommation/hbt, l'accumulation nette des stocks de ressource productive, l'indice de Gini, et la sécurité économique contre le chômage, la maladie, la précarité, et les personnes âgées.

Dans les travaux de Guy Standing dans le cadre du BIT, la vision est centrée sur le travail et vise à cerner la sécurité économique dans sept domaines : revenus, participation à l'activité économique, sécurité d'emploi, du travail, des compétences et qualifications, de carrière, enfin représentation syndicale. Les pays scandinaves sont aux premières places.

Selon Georges Menahem, la sécurité économique peut être décomposée entre une partie marchandisée dépendante des salaires et de la vente, et une partie démarchandisée relative aux prestations et aides auxquelles les individus ont droit. Ses estimations sur une 30 pays montrent que le taux de sécurité démarchandisée est un bon indicateur du système de protection sociale.

Classification des indicateurs (IV)

- ◉ L'indice de Gini
- ◉ Empreinte écologique
- ◉ Le BNB

Le coefficient de Gini mesure la dispersion d'une distribution dans une population, développée par le statisticien italien Corrado Gini. C'est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité et 1 signifie l'inégalité totale. Ce coefficient est utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays.

L'Empreinte écologique mesure la pression économique sur l'environnement. C'est la surface de la planète, exprimée en ha, dont une population dépend compte tenu de ce qu'elle consomme. C'est un indicateur abstrait et synthétique qui ne traduit qu'une faible part des conséquences du dérèglement du climat et des dégradations des écosystèmes. La comparaison de l'empreinte de l'Afrique et de l'Europe montre que les pays les plus pauvres ont encore, pour quelque temps, une empreinte écologique par personne très supportable, ce qui permet aux pays favorisés d'utiliser bien plus que leur surface. Ce résultat traduit une dette écologique des pays riches par rapport aux pays pauvres. Tout se passe comme s'ils y exportaient leur pollution, au moins celle qui ne connaît pas de frontière, à commencer par les GES.

Mais l'empreinte écologique est limitée car elle ne permet d'illustrer que très indirectement l'importance des conséquences du réchauffement climatique :

- L'accélération du réchauffement dans la période récente liée aux émissions humaines de GES.
- La dimension des catastrophes prévisibles au-delà d'un réchauffement de deux degrés : sécheresses, inondations et tempêtes, élévation du niveau des mers, ...

La diversité des catastrophes à venir suggère qu'il faudrait la compléter par une batterie d'indicateurs pour évaluer en quoi certaines populations pauvres sont davantage touchées par les « aléas » climatiques.

Le BNB (bonheur national brut) définit le niveau de vie en des termes plus psychologiques et holistiques que le PNB. Cet indice a été préconisé par le roi du Bhoutan en 1972. Son but est de bâtir une économie qui serve le bouddhisme. Entre autres, il guide les plans économiques et de développement pour le pays.

Entrons maintenant dans le vif du sujet. Mais rassurez-vous, seulement les indices principaux...

A tout seigneur ... Le PIB

- ◉ Origine : la Grande Dépression
- ◉ Définition de l'INSEE = détermination des composantes
 - > Marchandes et non-marchandes
 - > Angle de la production = Somme des valeurs ajoutées + TVA + Droits et taxes sur les importations – Subventions sur les produits
 - > Angle des dépenses = $C + I + G + (X - M)$
 - > Angle des revenus = $(S + B + I + R_n + A) + (T_n + D)$
- ◉ Mesure du PIB réel (ou en volume)
- ◉ PIB par habitant

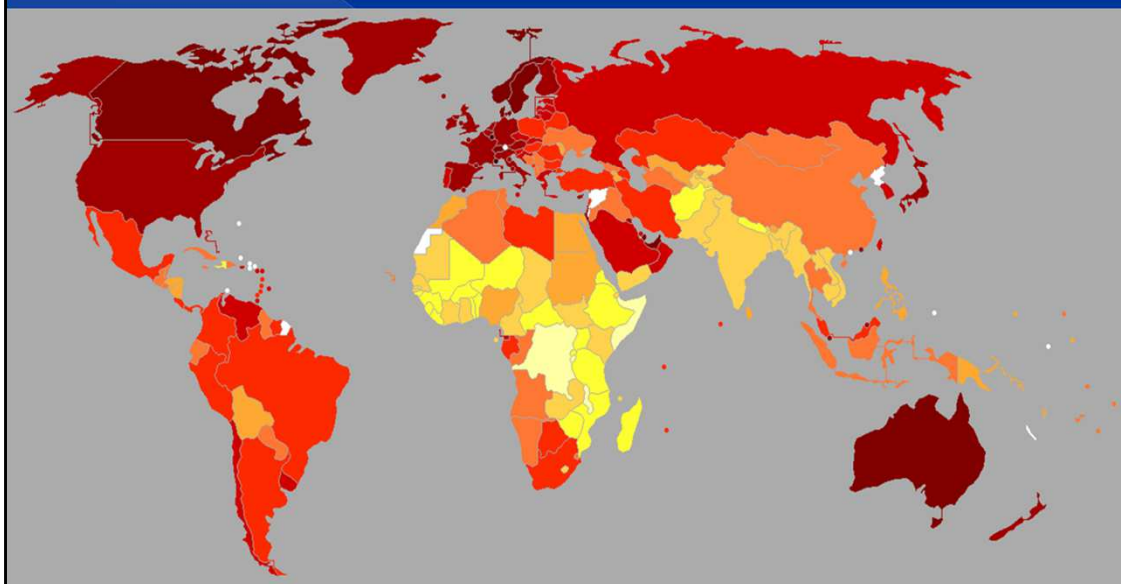
Créé par la Commission Kuznets à la demande du Congrès américain en 1932, le PIB (ou GDP, Gross domestic Product) naît en 1934 afin de mesurer l'effet de la Grande Dépression sur l'économie.

Le PIB recense la production marchande et la production non marchande, composée exclusivement de services. En France, le PIB non marchand est presque exclusivement le fait des administrations publiques.

- Production : Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques résidents, calculée aux prix du marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'État (Taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane) et de laquelle on soustrait les subventions.
- Dépenses : Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et de services, soit = $C + I + G + X - M$, où Consommation (C), Investissements (I), Dépenses publiques courantes (G), Exportation (X), Importation (M)
- Revenus : Le PIB est égal à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels, soit = $(S + B + I + R_n + A) + (T_n + D)$ « facteurs d'ajustements », où Rémunération des salariés (S), Bénéfices des sociétés avant Impôts (B), Intérêts et revenus divers de placement (I), Revenus nets des entreprises (R_n), Ajustement de la valeur des stocks (A), Taxes nettes (T_n), Dépréciation (D).

Le PIB réel ou *en volume* est la valeur du PIB ne tenant pas compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. Le PIB/habitant (ou per capita) est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays. Il est plus efficace que le PIB pour mesurer le développement d'un pays ; cependant, il n'est qu'une moyenne donc il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein d'une population. En général, un pays est considéré comme « développé » lorsqu'il dépasse les 20 000 dollars US de PIB par habitant, en 2006.

PIB nominal (chiffres FMI de 2012)



Voilà ce que cela donne sur un planisphère. Du plus foncé au moins foncé :

- \$102 400,
- \$51 200 – \$102 400,
- \$25 600 – \$51 200,
- \$12 800 – \$25 600,
- \$6 400 – \$12 800,
- \$3 200 – \$6 400,
- \$1 600 – \$3 200,
- \$800 – \$1 600,
- \$400 - \$800,
- < \$400, En blanc : données indisponibles.

Après une hausse de 3,7 % en 2007, à la suite de la crise de 2008, puis de 2 % en 2008, le PIB mondial a chuté de 1,1 % en 2009 (un peu plus que ce qu'attendait le FMI), avec d'importantes disparités, les pays riches devant affronter en 2009 un recul de 3 à 3,5 % de leur PIB (toujours selon les estimations annoncées du FMI). C'est la baisse la plus forte depuis l'après-guerre, malgré l'importance des efforts publics, notait le FMI. Le PIB mondial aurait été selon le FMI de 57 937 milliards de dollars en 2009 contre 60 689 milliards en 2008.

Liste des dix plus grandes puissances économiques mondiales en 2014 (FMI)

Rang	Pays	PIB (nominal) (millions de \$)	Rang	Pays	PIB (PPA) (millions de \$)
1	États-Unis	17 416 253	1	Chine	17 632 014
2	Chine	10 355 350	2	États-Unis	17 416 253
3	Japon	4 769 804	3	Inde	7 277 279
4	Allemagne	3 820 464	4	Japon	4 788 033
5	France	2 902 330	5	Allemagne	3 621 357
6	Royaume-Uni	2 847 604	6	Russie	3 558 640
7	Brésil	2 244 131	7	Brésil	3 072 607
8	Italie	2 129 276	8	France	2 586 524
9	Russie	2 057 301	9	Indonésie	2 554 311
10	Inde	2 047 811	10	Royaume-Uni	2 434 932

PPA = parité de pouvoir d'achat, pour pouvoir comparer les pays entre eux, en termes de pouvoir d'achat individuel.

On peut comparer les PIB de plusieurs pays, initialement exprimés en monnaie nationale, selon deux méthodes :

- au taux de change courant : on utilise le taux de change moyen sur la période d'étude ;
- à parité de pouvoir d'achat (PPA) : on utilise un panier de biens standard, et le taux de conversion est le rapport des prix de ce panier entre les devises.

Les comparaisons en PPA sont plus significatives qu'en taux de change courant, du fait de la faiblesse mécanique des devises des pays pauvres : si le prix des produits échangeables est généralement comparable d'un pays à l'autre, les prix des produits non échangeables, notamment les services, sont généralement moins chers dans les pays pauvres. Les comparaisons en PPA permettent aussi de s'affranchir des variations parfois brutales des taux de change.

Les limites du PIB

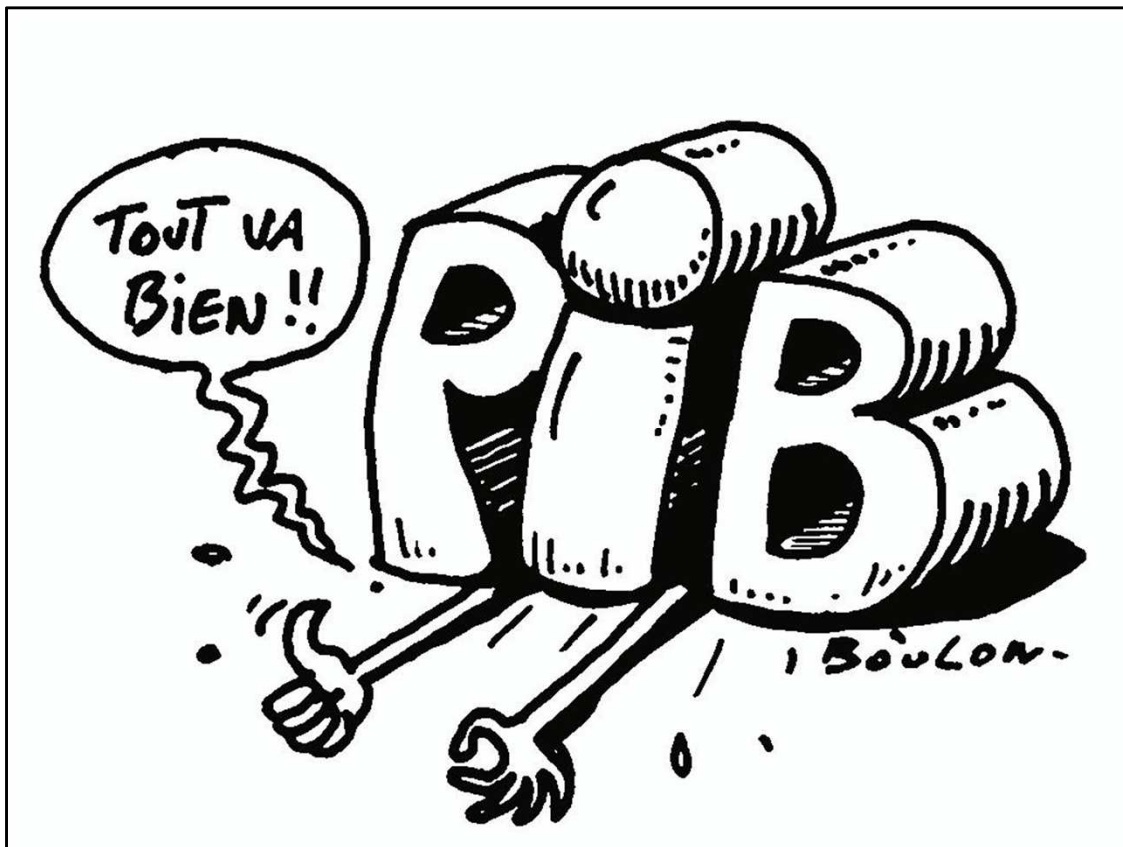
arte



La Commission Stiglitz s'est réunie entre 04/2008 et 09/2009, avec comme objectif une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives » et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse. La méthode de travail « très opaque » de la Commission a été vivement critiquée. Elle a axé son travail et ses critiques selon 4 thèmes :

D'abord le développement durable : le PIB est un indicateur de flux et ne tient pas compte de la valeur des actifs et passifs (le patrimoine) publics et privés. Il ne mesure pas les externalités positives ou négatives qui font évoluer cette valeur et qui contribuent à un gain ou à une perte de moyens.

- Pour Dominique Méda, il présente 3 limites : il ne tient pas compte de temps et d'activités pour le développement de la société, comme la famille, l'activité politique ou les tâches domestiques ; il n'est pas affecté par les inégalités ; il ne tient pas compte des dégradations du patrimoine naturel.
- Jean-Marc Jancovici critique le fait que le PIB ne permet pas d'évaluer la consommation du capital naturel ni d'anticiper les risques environnementaux.
- Élisabeth Laville estime qu'il est important de remettre en cause l'acceptation institutionnelle du PIB comme principal indicateur économique, qui s'avère un frein pour les entreprises et les autres acteurs économiques dans la transition de l'approche financière classique à une approche triple bilan du développement durable. La France pourrait faire des propositions dans ce sens.



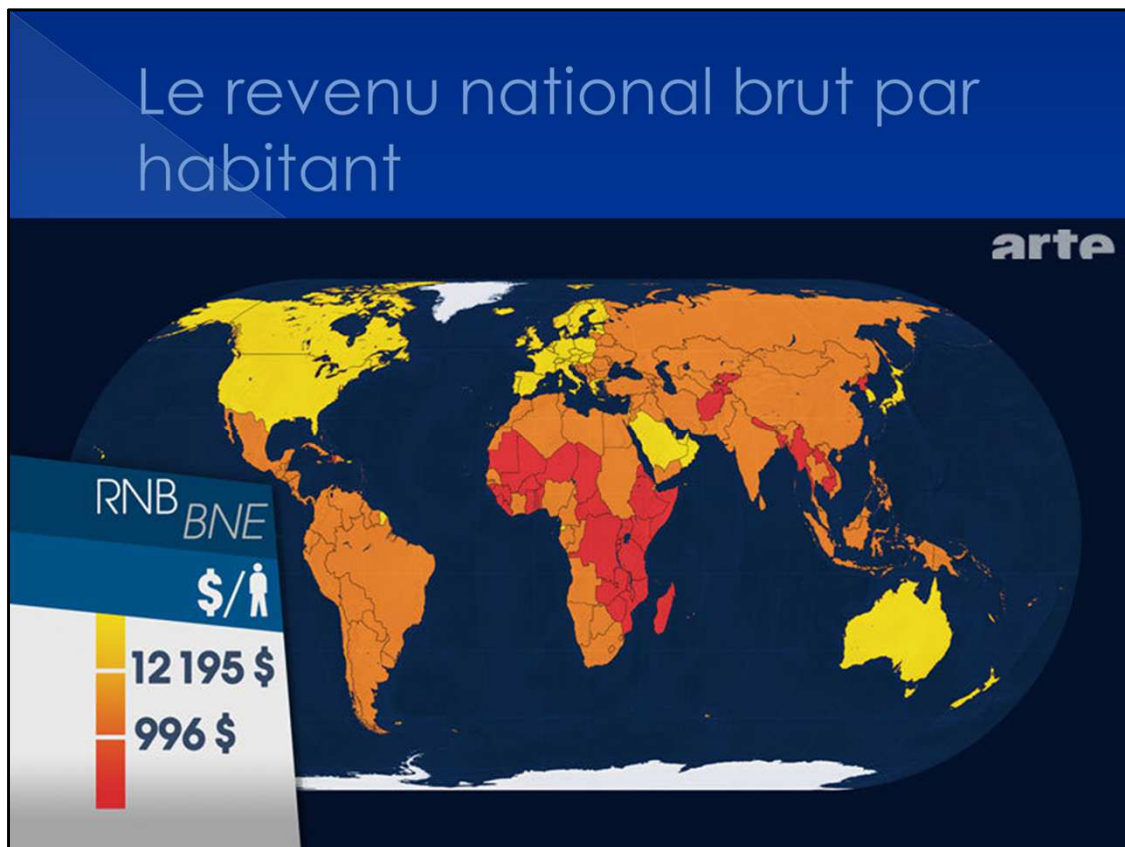
Ensuite les productions omises par le PIB : on peut citer l'autoproduction ou autoconsommation, le travail au noir, le bénévolat mal mesurés, la contribution réelle des services non marchands et de l'administration à la production pose problème.

Le bien-être : Le PIB n'est pas un indicateur du bien-être ou de qualité de vie. Certaines consommations font gonfler le PIB alors que, de toute évidence, elles ne reflètent pas un meilleur être. Mais en dessous d'un certain seuil (environ 15 000 dollars /an/personne), l'augmentation du PIB/hbt est fortement corrélée à l'augmentation du bien-être de la population dans l'OCDE, selon une étude publiée en 2001 par l'université de Princeton.

Les autres limites : en cas de catastrophe naturelle, le PIB ne tient compte des destructions qu'à hauteur de leur impact sur la production, alors qu'il prend en compte les reconstructions (ce qui est un moyen d'évaluer la bonne santé économique) ; la création d'activités inutiles (boutade de Keynes) ; le sophisme de Frédéric Bastiat sur la vitre brisée : « la société perd la valeur des objets inutilement détruits », ou « destruction n'est pas profit. » Jean Gadrey écrit de manière imagée que « si un pays rétribuait 10 % des gens pour détruire des biens, faire des trous dans les routes, endommager les véhicules, et 10 % pour réparer, boucher les trous, il aurait le même PIB qu'un pays où ces 20 % d'emplois seraient consacrés à améliorer l'espérance de vie en bonne santé, les niveaux d'éducation et la participation aux activités culturelles et de loisir.

D'où un certain nombre d'autres indicateurs : le RNB, le HPI, le PIB vert (soustrait la baisse du stock des ressources non renouvelables), le PIB urbain, l'IDH.

Et donc tout va bien avec le PIB ?



D'où un nouvel indicateur : le RNB, Revenu National Brut, par habitant.

Le revenu national brut (RNB) (*Gross national income* (GNI) en anglais) est une valeur assez proche du produit national brut (PNB). Il correspond à la somme des revenus (salaires et revenus financiers) perçus, pendant une période donnée. Le RNB est la somme du PIB et du solde des flux de revenus primaires (revenu des ménages avant redistribution) avec le reste du monde. Cet indicateur économique permet d'évaluer les revenus d'un pays, et donc sa puissance économique.

C'est le critère utilisé par la Banque mondiale, qui peut ainsi diviser le globe en trois zones distinctes :

- les pays à revenu élevé, avec un revenu moyen supérieur à 12 200 \$ par personne et par an,
- suivis par les économies à revenu moyen, compris entre 996 \$ et 12 200 \$,
- et pour finir les économies à faible revenu, égal ou inférieur à 995 \$.